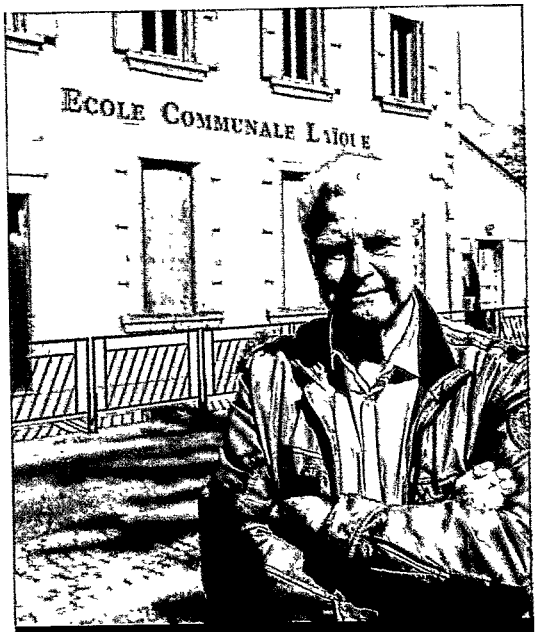
« On ne dialogue pas avec les islamistes comme on pouvait le faire avec les évêques »

Lanceur d'alerte. L'auteur du « rapport Obin » s'alarme à nouveau de la progression de l'islamisme radical au sein de l'école.

PROPOS RECUEILLIS PAR CLÉMENT PÉTREAULT

Jean-Pierre Obin a dirigé la mission d'enquête de l'inspection générale de 2004 et signé le rapport controversé sur « les signes et manifestations d'appartenance religieuse dans les établissements scolaires ». Alors que l'actualité était rythmée par les atteintes à la laïcité, la machine administrative de l'Éducation nationale, elle, semblait incapable de prendre la mesure de ce qui se passait. La prise de conscience fut douloureuse mais réelle, notamment grâce à l'obstination laïque, sociale et républicaine de cet inspecteur général. Pour lui, la situation s'est, par endroits, dégradée. Mais il existe des solutions. Interview.



Jean-Pierre Obin
Ancien inspecteur général de l'Éducation nationale.

Le Point : Les querelles autour de la publication de votre rapport ne préfiguraient-elles pas déjà les innombrables polémiques qui apparaissent aujourd'hui ?

Jean-Pierre Obin : Des bribes de ce rapport avaient été divulguées sur Internet et tout un tas de phrases sorties de leurs contextes étaient exploitées par des politiques sans scrupules, notamment Philippe de Villiers qui s'en servait pour conforter ses thèses xénophobes. Une copie du rapport a finalement été publiée par la Ligue de l'enseignement, à la suite de débats âpres entre le courant proche des associations plus ou moins contrôlées par les Frères musulmans et ceux qui considéraient que son contenu était une réalité nécessaire à décrire. Cette querelle entre les partisans des accommodements raisonnables et les tenants de la laïcité se poursuit encore aujourd'hui. Elle s'est soldée en janvier dernier par la démission de Jean-Paul Delahaye [l'un des dix auteurs du rapport, NDLR], vice-président de la Ligue chargé de la laïcité, qui entendait dénoncer « une position multiculturaliste, complaisante à l'égard des revendications identitaires ».

Ces questions vont-elles continuer à faire voler la gauche en éclats ?

La gauche et la droite ! Je vous rappelle qu'il existe des maires de droite qui ont mis en place la politique des grands frères et transformé un certain nombre d'islamistes en employés municipaux ou animateurs socioculturels. Je vous rappelle aussi que ce sont surtout des députés de droite qui, en 2004, ont voté contre la loi sur le voile, car l'Église était contre et ne cessait de le répéter. Sur beaucoup de sujets de société, les évêques recherchaient l'appui des responsables religieux musulmans. Je ne qualifierais pas ce comportement d'alliance objective, mais à tout le moins de fortes proximités antilaïques... La gauche n'est pas la seule à se fissurer. Cela étant dit, on voit qu'effectivement les islamistes dialoguent avec une partie de la gauche française. C'est faire peu de cas de ce qui s'est passé en Iran au lendemain de la révolution : la gauche y a été dévorée en quelques semaines par les islamistes parvenus au pouvoir. En vérité, il n'y a qu'en Occident où la gauche dialogue à ce point avec les islamistes, car, dans le monde musulman, il n'y a plus un seul pays où la gauche marxiste a pour programme de nouer des alliances avec les islamistes. Que ce soit en Algérie, au Maroc ou en Tunisie, il n'y a plus de compromission possible.

Il n'y a plus que les sociaux-libéraux et les ex-marxistes européens à s'égarer dans ce jeu, à la plus grande satisfaction des islamistes.

Ces revendications religieuses ne constituent-elles pas une sorte de redite contemporaine du conflit qui a longtemps opposé les défenseurs de l'école publique républicaine aux partisans de l'enseignement catholique privé?

C'est une version optimiste des choses et c'est aussi la thèse que défendait Pierre Tournemire, alors président du Comité national d'action laïque de la Ligue de l'enseignement, connu notamment pour avoir mis le pied à l'étrier à Tariq Ramadan... Il me disait que, après l'adoption de la loi de 1905 sur la laïcité, s'en étaient suivies vingt années pendant lesquelles l'Église avait évolué, que nous en étions tout simplement au même point avec l'islam et que nous devions donc « discuter ». Mais le dialogue est une vision angélique des choses, on ne dialogue pas avec les islamistes comme on pouvait le faire avec les évêques. Au moment de la loi de 1905, l'Église était sur la défensive et la France commençait à se séculariser. Aujourd'hui, l'islam de France est en plein développement et les islamistes mènent une offensive mondiale.

L'école républicaine est-elle en danger?

Il y a, à la tête de l'Éducation nationale, un ministre qui a pris toute l'ampleur du problème et qui a mis en place des mesures nécessaires. Hélas, un ministre peut changer les normes, mais pas les idéologies qui gouvernent le monde et encore moins l'Éducation nationale... Des pans entiers du système éducatif échappent au dispositif mis en place par Jean-Michel Blanquer, en particulier dans le primaire, et, dans le secondaire, des enseignants renâclent encore à signaler les cas qui posent problème. Les signalements qui remontent ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Beaucoup de professeurs ont été ébranlés par les commémorations perturbées de la minute de silence lors de l'hommage national après les attentats contre *Charlie Hebdo* et l'Hyper Cacher, mais beaucoup craignent les retombées directes ou indirectes sur leurs carrières s'ils venaient à faire un signalement. On leur a tellement répété qu'il ne fallait pas faire de vagues.

Votre rapport a été publié en 2004, que s'est-il passé en seize ans?

On voit bien que l'affaiblissement de la mixité sociale a alimenté les replis identitaires et sociologiques. Rétablir la carte scolaire ne serait pas une solution, car l'école ne peut pas, à elle seule, faire revenir les classes moyennes qui ont fui un quartier. Comme l'a très bien expliqué Jean-Louis Borloo à la commission Stasi en 2003, les crédits qu'on a débloqués pour la ville relevaient davantage de l'aide aux défavorisés que de l'encouragement à une politique de mixité. Il rappelle aussi que la laïcité a nécessité des moyens financiers considérables lors de sa mise en place. Je fais partie de ceux qui considèrent qu'on ne peut revaloriser la laïcité qu'au prix d'un effort financier considérable. Je suis frappé aussi de constater qu'aucun gouvernement n'a érigé la mixité sociale en véritable priorité. Or la dérive de séparation des populations fait le

« En vérité, il n'y a qu'en Occident où la gauche dialogue à ce point avec les islamistes... »

jeu des islamistes qui sont comme des poissons dans l'eau au milieu des ghettos musulmans. Comment intégrer à la nation sans vie en commun ? La première chose à faire serait de mettre en place une politique orchestrée et stratégique de réintroduction de la mixité sociale.

N'est-ce pas justement l'objectif du service national universel mis en place en 2019?

Le service national universel n'est qu'un outil bien faible par rapport à l'Éducation nationale, qui accueille les élèves de 3 ans à 20 ans... Pour organiser le retour à la mixité, il faut s'opposer aux dérives de l'« archipellisation » qui ronge le pays, pour reprendre l'expression de Jérôme Fourquet. L'école accentue la ségrégation. Le départ des enfants d'une école annonce le prochain départ des parents du quartier et l'on se retrouve avec des établissements où la part ■■■

FRANÇOIS HENRY/REA POUR « LE POINT »

MERCR
2 SEPTE
4+2 OFFERTES
BORDEAUX
Terres d'exception
2019 AOP
SOIT LA BOUTEILLE
1,69€
Le carton de 6 bouteilles dont 2 OFFERTES : 10,12 € (1 L = 2,25 €) au lieu de 15,18 € (1 L = 3,37 €)
La bouteille à l'unité 2,53 €
4+2 OFFERTES
CORBIÈRES
Sentier de Garrigue
2019 AOP
SOIT LA BOUTEILLE
1,99€
Le carton de 6 bouteilles dont 2 OFFERTES : 11,92 € (1 L = 2,65 €) au lieu de 17,88 € (1 L = 3,97 €)
La bouteille à l'unité 2,98 €
4+2 OFFERTES
CÔTES DU RHÔNE
VIEILLES VIGNES
2019 AOP
SOIT LA BOUTEILLE
1,99€
Le carton de 6 bouteilles dont 2 OFFERTES : 11,92 € (1 L = 2,65 €) au lieu de 17,88 € (1 L = 3,97 €)
La bouteille à l'unité 2,98 €
Toutes les bouteilles sont de
Offres valables sur 6 bouteilles
L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREU
À CONSOMMER AVEC MO

■■■ des enfants d'immigrés est supérieure à celle du quartier.

Que fait l'Éducation nationale pour favoriser la mixité dans les établissements scolaires ?

Rien. Pire, elle décourage la mixité. En allouant les moyens aux établissements en fonction des spécificités sociogéographiques, elle encourage implicitement les écoles à n'accueillir que les enfants de pauvres pour se voir octroyer davantage de moyens. Dans ce système, un chef d'établissement n'a pas d'intérêt à attirer ou à retenir des enfants de la classe moyenne... Je réclame depuis des années la mise au point d'un indicateur de mixité sociale qui permettrait de favoriser ces dynamiques. Certes, un proviseur de lycée de centre-ville qui attire les meilleurs élèves des lycées de banlieues introduit de la mixité sociale dans son établissement, mais à quel prix pour les lycées les plus fragiles ? C'est une logique perverse dont il faut sortir si on veut encourager vraiment la mixité sociale.

N'est-ce pas là une des raisons pour lesquelles les classes moyennes se détournent massivement de l'école publique ?

Je le constate autour de moi. Dans les classes moyennes, de plus en plus de monde va dans le privé. Le phénomène commence aussi à toucher les classes populaires. Si l'école publique tient, c'est qu'il y a une obligation de parité entre école publique et école privée avec 20 % de postes d'enseignants pour le privé et 80 % pour le public. Si demain on touchait à cette répartition tacite tout en maintenant le système de rémunération des enseignants du privé par l'État, il faudrait s'attendre à une ruée vers le privé. Mais l'Éducation nationale se vit comme un monopole d'évidence, elle n'est pas vraiment en situation de concurrence et ne s'en soucie pas.

« L'école accentue la ségrégation. Le départ des enfants d'une école annonce le départ des parents du quartier. »

« Par ses scrupules de neutralité morale et son mutisme sur la question du bien et du mal – essentielle pour des enfants qui ne cessent de la poser, si l'on veut bien les écouter – [l'école laïque] n'a-t-elle pas laissé la place au vide ou aux réponses des mosquées ? », vous interrogez-vous.

Je fais surtout référence à Vincent Peillon, qui a voulu introduire dans les programmes un enseignement de la morale laïque et s'est retrouvé au final avec un enseignement laïque de la morale. Mais ce n'est pas du tout la même chose ! Quand un élève explique que c'est une bonne chose d'avoir tué les journalistes de *Charlie*, que les hommes et les femmes ne sont pas égaux, que les frères doivent surveiller leurs sœurs, ou que les maris ont le droit de battre leurs femmes... et qu'on ne lui répond pas, cela revient à cautionner une forme de relativisme moral, le même que celui qui imprègne les bonnes consciences de gauche, dans l'Éducation nationale comme ailleurs, ou à droite la répartition du travail entre le curé et l'instituteur prônée par le président Sarkozy. Il faut répondre sans ambiguïté aux questions des enfants.

Dans tous les exemples que vous publiez, apparaît nettement une trame politico-religieuse s'inspirant de nombreux prédicateurs ou associations. L'école fait-elle face à une déstabilisation organisée ?

Les jeunes sont encadrés par la famille, ou socialement dans leurs quartiers par un certain nombre de leaders soit salafistes, soit Frères musulmans, chacun avec leurs obsessions. Les salafistes sont surtout préoccupés par les mœurs. Au cœur de leurs revendications : les questions vestimentaires, le port de la barbe ou le fait de ne pas manger de viande non halal. Leur puritanisme obsessionnel pousse certains à demander qu'on réserve des vestiaires aux garçons musulmans pour ne pas avoir à mélanger les circoncis et les non-circoncis... Beaucoup de familles salafistes sont en lien direct avec des oulémas, en Arabie saoudite notamment, qu'ils consultent à tout bout de champ. Lorsqu'ils ont une question à poser, sur l'école par exemple, ils consultent des prédicateurs en Arabie saoudite, ce qui explique parfois l'incongruité des comportements comme l'interdiction faite aux enfants de dessiner un visage ou de jouer de la flûte. Les Frères musulmans sont, quant à eux, beaucoup plus politiques, ils encouragent par exemple les filles à chanter *La Marseillaise* en *jilbeb* ou à réclamer la censure de certaines parties du pro-

Laïcité, une longue histoire française

1881 Loi de Jules Ferry *(photo)* qui met en place un enseignement primaire obligatoire, laïque et gratuit pour les filles et les garçons entre 6 et 13 ans.



1946 Inscription du principe de laïcité dans le préambule de la Constitution, qui stipule que *« l'organisation de l'enseignement public gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'État »*, puis dans l'article premier de la Constitution du 4 octobre 1958.

19 juin 1960 Manifestations des organisations laïques contre le financement public des écoles privées institué par la loi Debré, qui aboutira au serment de Vincennes : *« Nous faisons le serment* [...] *de lutter sans trêve et sans défaillance jusqu'à* [l'] *abrogation* [de cette loi Debré] *; et d'obtenir que l'effort scolaire de la République soit uniquement réservé à l'école de la Nation* [...]. »

24 juin 1984 Manifestation géante *(photo)* contre le projet de loi Savary visant à intégrer les écoles dites « privées » ou « libres » à un *« grand service public unifié et laïque de l'Éducation nationale »*. Elle provoque la chute du gouvernement Mauroy moins d'un mois plus tard.



AFP (X2)

SP – © JEAN-PAUL GUILLOTEAU / ROGER-VIOLLET – DRAGAN LEKIC

gramme, notamment de biologie ou d'histoire. Leur stratégie, c'est l'entrisme, comme on a pu le voir à la Fédération des conseils de parents d'élèves ou à l'Unef.

Êtes-vous pessimiste au point d'avoir abandonné tout espoir?

Je suis comme Marcel Gauchet: pessimiste sur le court terme, optimiste sur le long terme. Je pense que l'islamisme ne peut pas l'emporter au niveau mondial, qu'il va finir par perdre. L'esprit des Lumières l'emportera sur celui des ténèbres, car on ne peut pas croire que la raison permet de comprendre le monde mais ne permet pas de le gouverner. Comme le disait Marcel Gauchet, ils veulent la science et la technique sans la démocratie, ils auront la science, la technique et la démocratie. Les islamistes sont dans une contradiction fondamentale sur l'usage de la raison, qui, selon eux, ne s'appliquerait qu'au monde matériel et en aucun cas aux mondes social et politique. En d'autres termes, ils refusent les lois que les hommes se donnent alors qu'ils acceptent les conséquences techniques des lois que les hommes découvrent! L'image du combattant de Daech, vêtu comme le prophète et bardé d'armements sophistiqués, est éloquente. L'imitation ne va pas jusqu'à utiliser le sabre comme outil de guerre... Les forces du progrès et celles de la tradition s'opposent violemment dans les pays musulmans, ce sont eux qui détiennent la solution. La résolution ne se fera pas en France, et je reste convaincu que la politique de la France devrait être une politique de soutien à toutes les forces de progrès dans le monde musulman... Nous n'y arriverons pas seuls ■

EXTRAITS



« Comment on a laissé l'islamisme pénétrer l'école », de Jean-Pierre Obin, (Hermann, 166 p., 18 €) À paraître le 2 septembre.

« Trois Petits Cochons » à l'index?

Dans les écoles primaires de certains quartiers, il n'est pas rare aujourd'hui de voir des garçonnets de 10 ans *« faire le ramadan »* et des fillettes de 9 ans arriver voilées à l'école, portant sous leur voile des vêtements noirs ne laissant visibles que le visage et les mains.

Les demandes concernant la nourriture se multiplient et prennent un tour obsessionnel. Ce n'est plus le cochon qu'on traque, y compris dans les bonbons, mais le mot lui-même: ainsi ce directeur d'école de la région parisienne interpellé par une mère voilée venue protester de manière véhémente parce que l'institutrice avait dit à son fils qu'il avait fait des *« cochonneries »* sur son cahier. Et ces nombreuses revendications de supprimer la lecture des *Trois Petits Cochons* et de mettre le livre à l'index dans les écoles! Comme dans cette école de Seine-Saint-Denis, où la directrice doit recevoir un groupe de mères voilées exigeant que *« les enfants musulmans »* ne soient plus contraints d'écouter ou de lire ce conte qui est *« contraire à leur religion »*: l'imam leur a expliqué [...] qu'il s'agit dans le conte d'enfants prenant l'apparence de porcs, et qu'on demande donc à leurs enfants de s'identifier à des cochons pour vivre la fable. ■■■

18 septembre 1989
Trois jeunes filles *(photo)* sont exclues du collège Gabriel-Havez de Creil (Oise), pour avoir refusé de retirer leur voile.



SP - © JEAN-PAUL GUILLOTEAU / ROGER-VIOLLET - DRAGAN LEKIC



15 mars 2004 Vote de la loi restreignant le port des signes religieux dans les écoles publiques. (*Photo*: manifestation en faveur du port du voile en février 2004, à Paris.)

20 novembre 2013
Manifestation de jeunes femmes musulmanes contre la charte de la laïcité à l'école instaurée par Vincent Peillon, ministre de l'Éducation nationale, qui stipule que *« le port de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit »*.

LIDL

MERCREDI 2 SEPTEMBRE

4+2 OFFERTES
CÔTES DE GASCOGNE
Domaine Morlannes
2019 IGP
SOIT LA BOUTEILLE 2,49€
Le carton de 6 bouteilles dont 2 OFFERTES : 14,92 € (1 L = 3,32 €) au lieu de 22,38 € (1 L = 4,97 €)
La bouteille à l'unité 3,73 €

4+2 OFFERTES
BORDEAUX BIO
Terres Nouvelles
2019 AOP
SOIT LA BOUTEILLE 3,29€
Le carton de 6 bouteilles dont 2 OFFERTES : 19,72 € (1 L = 4,38 €) au lieu de 29,58 € (1 L = 6,57 €)
La bouteille à l'unité 4,93 €

5+1 OFFERTE
FITOU
Vieilles Vignes
« Cuvée Prestige »
2017 AOP
SOIT LA BOUTEILLE 3,69€
Le carton de 6 bouteilles dont 1 OFFERTE : 22,15 € (1 L = 4,92 €) au lieu de 26,58 € (1 L = 5,91 €)
La bouteille à l'unité 4,43 €

Toutes les bouteilles sont de contenance 75 cl.
Offres valables sur 6 bouteilles identiques achetées.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SA
À CONSOMMER AVEC MODÉRATION